



Lettre n° 236 du 17 avril 2022

Au sommaire :

- **Pas une voix pour Le Pen, Non à Macron qui lui pave la voie ! Face au piège du vote utile, prenons nos affaires en main** - *Yvan Lemaitre*
- **NPA, LO, le mouvement révolutionnaire à l'issue du 1er tour de la présidentielle, une nouvelle page à écrire...**
Bruno Bajou

Pas une voix pour Le Pen, Non à Macron qui lui pave la voie ! Face au piège du vote utile, prenons nos affaires en main

Le bal des imposteurs, Macron et Le Pen, occupe le devant de la scène de cet entre-deux-tours. On nous ressert la tambouille cuite et recuite du président des riches défenseur de la République contre Le Pen, la fasciste, le scénario de 2017 en pire, produit d'un système électoral entièrement au service des forces institutionnelles qui plie les aspirations populaires à leur censure et volonté, soutenu par une presse aux ordres, fabriquant l'opinion, étouffant toute pensée pour le compte de ses commanditaires, les milliardaires.

Il est clair que Le Pen représente un danger pour l'ensemble du monde du travail, aucune voix ne doit se porter sur son nom. Ceci dit, elle est le produit des capitulations de la gauche et de la politique réactionnaire de Macron. Ce dernier au pouvoir se prévaudra de celles et ceux qui l'auront élu pour imposer l'union nationale, ses ambitions bonapartistes, sécuritaires et autoritaires pour être en mesure de conduire les affaires de la finance et des multinationales contre le monde du travail. Et la gauche se précipite pour arbitrer le débat !

Jadot, Hidalgo, Roussel ont clairement appelé à voter Macron. Il y a de quoi s'interroger au spectacle de cette gauche, incapable de s'unir au premier tour, se rassemblant derrière Macron en espérant quelques miettes du festin présidentiel car ses politiciens et appareils électoraux rivaux espèrent bien quelques retombées de leur lutte toute verbale et négociable pour « la démocratie ». Mélenchon n'a lui-même pas ménagé ses effets de tribune pour répéter, le soir du 10 avril, à quatre reprises devant les caméras : « Vous ne devez pas donner une voix à madame Le Pen » pour ajouter « Je connais votre colère, ne vous abandonnez pas à ce qu'elle vienne à vous faire commet-

tre des erreurs définitivement irréparables. » En clair, un prudent appel à voter Macron, nouvelle mouture du vote utile, qui a été désavouée pas la consultation, ce week end, des soutiens à sa candidature...

Et Macron répond à ces ralliements politiques : « Toutes celles et ceux qui sont prêts à agir à mes côtés, je les associerai au sein du gouvernement » ou à d'autres niveaux... Alors qu'Adrien Quatennens prétend, au nom de LFI, vouloir lui « imposer une cohabitation » après les législatives de juin...

L'électorisme ou être dupe du parlementarisme bourgeois

Cette logique électoraliste est la continuité du vote utile du 1^{er} tour. Bien des militant.es, des travailleur.e.s, des jeunes ont cru pouvoir faire obstacle à Le Pen en se mobilisant pour Mélenchon. Au lendemain de ce premier tour, les comptes se règlent en particulier à l'encontre de Fabien Roussel et du PCF accusés d'avoir trahi l'union de la gauche ! Injuste retour des choses pour un parti qui s'est sacrifié corps et âme en participant à des gouvernements d'union de la gauche sous Mitterrand et sous Jospin avant de s'accrocher à Mélenchon de 2009 à la présidentielle de 2017, d'abord dans le Front de gauche avant que ne soit fondé en 2016 LFI et qui aujourd'hui rallie Macron ! Toute l'histoire du PC est celle d'un parti ouvrier qui, ayant abandonné toute perspective et stratégie révolutionnaires, s'est intégré aux jeux et manœuvres parlementaires, politiciennes perdant la confiance qu'il avait accumulée dans le monde du travail avant d'être envoyé au sol, ko, Mélenchon venant sans doute de lui porter un coup fatal. Les dernières villes dirigées par des élus du PC sont celles

où Mélenchon fait ses meilleurs scores et, dès les législatives de juin, ces élus n'auront d'autre choix que de se rallier à l'Union populaire, l'implacable logique de l'électoralisme et du parlementarisme !

« *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.* » écrivait Lénine dans *L'État et la révolution*¹.

La démocratie parlementaire bourgeoise a pour fonction de laisser croire aux classes exploitées qu'elles peuvent agir sur l'évolution de la société par le bulletin de vote, choisir les gouvernants. Mélenchon d'ailleurs s'en expliquait clairement dans sa campagne du 1^{er} tour en appelant à voter pour lui « *pour économiser des kilomètres de manif* » ! Votez pour moi, je m'occupe du reste ! La gauche comme la droite ou l'extrême droite jouent cette musique. Avec les élections, choisissez qui va vous défendre, vous protéger ! Et ensuite, tout ce petit monde des partis institutionnels s'occupe de gérer les affaires des classes possédantes au mieux de ses propres intérêts.

Notre programme est tout à l'opposé, en rupture. Il repose sur l'intervention directe de la population, des citoyens diraient certains, pour gérer leurs propres affaires et intérêts, contrôler au niveau de la municipalité, du département comme du pays et de l'entreprise, sur les lieux de travail, les lieux d'étude, la marche de la société et de l'économie.

L'évolution de la société dépend de la conscience collective de celles et ceux qui la font tourner, de leur prise de conscience qu'ils sont tout et que les détenteurs de capital qui possèdent les moyens de production sont une classe parasite qui vit du travail d'autrui, de l'exploitation. Et les progrès que les lois peuvent sanctionner comme le droit à l'avortement, l'abolition de la peine de mort, les congés payés ou autres sont toujours le fruit de changements dans l'opinion conquis à travers et par la lutte, par ceux d'en bas contre lesdites élites qui accaparent le pouvoir contre le peuple dont ils se revendiquent en permanence pour mieux le tromper.

La bataille des imposteurs

Ce deuxième tour est une leçon de choses sur la faillite de cette machine à duper les masses que sont les institutions démocratiques bourgeoises, le système électoral de la V^{ème} république en l'occurrence. Macron, qui a mené une campagne de 1^{er} tour très à droite autour de l'allongement de l'âge de départ à la retraite à 65 ans ou du versement du RSA sous conditions d'activité, se met à flatter les dirigeants de gauche et leur électorat. « *Sur l'écologie, par exemple, sujet qui figure dans des projets de candidates et candidats qui n'ont pas franchi le premier tour mais qui ont appelé à me soutenir : je pense que c'est une bonne respiration. Dans les prochains jours, j'aurai à les dévoiler. Elles*

seront évidemment cohérentes avec le projet que je porte, parce que la clarté, la constance d'un projet, j'y tiens. Mais je peux enrichir mon projet. [...] la planification écologique est une chose dont je peux me nourrir. » dit Macron qui avait enterré les propositions de la convention sur le climat. Et scoop « dévoilé », lors de son meeting à Marseille, son prochain premier ministre sera aussi celui de la planification écologique ! Il est même tout disposé à discuter (bien peu) de l'âge de départ à la retraite, du calendrier de la mise en œuvre de sa réforme et tout ça sous le regard complaisant du Medef qui ne veut pas voir Le Pen aux affaires. « *Dans ce moment décisif pour l'avenir de la Nation, plus rien ne doit être comme avant. C'est pourquoi je souhaite tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France. Je suis prêt à inventer quelque chose de nouveau afin de bâtir une action commune au service de notre Nation pour les années qui viennent.* »

Dans ce jeu de rôle électoral, Le Pen tente de peaufiner son tout nouveau personnage, la protectrice du peuple, candidate des oubliés, des victimes de la casse sociale... « *Manœuvre* », dénonce-t-elle devant les tentatives de son rival de « *recupérer* » les électeurs de gauche. Elle ne craint pas de se présenter comme dirigeant un gouvernement populaire et démocratique toute disposée à faire usage du référendum... Elle aussi appelle les électeurs « *de droite, de gauche, d'ailleurs, de tous horizons à rejoindre ce grand rassemblement national et populaire* » pour « *faire barrage* » à Macron et « *cette caste qui nous gouverne avec arrogance* », la candidate du « *peuple face à l'oligarchie* » !

Boycotter la mascarade électorale pour construire un rapport de force social et politique

Il y a loin de la coupe aux lèvres et ni Macron ni Le Pen ne réussiront à s'ériger en Bonaparte au-dessus des partis pour réussir à imposer leur autoritarisme à la nation. Les institutions ne suffisent pas à fabriquer un Bonaparte, et quel qu'il soit, le futur président n'aura ni grande légitimité ni grande autorité. Du point de vue des intérêts du monde du travail, de la jeunesse, la politique à avoir pour ce deuxième tour est de contribuer le plus largement possible à cette délégitimation par le boycott, à enrayer la machine électorale, cette logique du vote utile qui est d'une certaine façon inscrite dans la constitution !

Le système électoral majoritaire à deux tours, renforcé par la logique du régime présidentiel de la V^{ème} République, a été pensé, conçu par De Gaulle et Debré, pour donner une majorité solide au président, logique renforcée par le fait que les élections législatives se déroulent maintenant dans la foulée de la présidentielle afin de mieux garantir une majorité présidentielle. Cette machine a longtemps entretenu une forme de bipartisme à la française, gauche-droite, bipartisme qui a explosé en vol sous la pression des conséquences de la crise mondialisée du capitalisme, du discrédit des vieux partis.

¹ <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er3.htm>

La machine se retourne contre ses acteurs. Le rejet de Macron a dominé le 1^{er} tour, les électeurs se déplaçant pour voter le plus souvent guidés par le seul souci de dégager Macron. La machine va continuer son œuvre du simple fait que chacun des protagonistes n'a comme principal argument électoral que le rejet de l'autre. Le Pen voudrait un référendum anti-Macron et Macron joue du rejet de l'extrême droite.

Nous rejetons les deux et le système qui les a enfantés.

« *Nous refusons de choisir entre l'extrême droite cachée de Macron et l'extrême droite assumée de Le Pen ! La classe politique vole les aspirations sociales, écologistes et progressistes de la jeunesse* » disent les jeunes qui occupaient la Sorbonne. Une large fraction de la jeunesse aujourd'hui se rebelle contre celles et ceux qui voudraient les enrégimenter dans l'impasse électorale et se refuse à choisir entre la peste et le choléra, de se plier aux jeux institutionnels de cette république au service des riches et des possédants. Ils ont raison et le mouvement s'exprime bien au-delà dans les classes populaires, au sein des organisations syndicales.

Durant la campagne électorale, de multiples conflits et grèves, dans des centaines d'entreprises, ont rappelé les

préoccupations du monde du travail, en premier le pouvoir d'achat, la question des salaires ; celles des jeunes aussi et de toute la population face à la crise climatique, la guerre, l'inquiétude devant un avenir qui prend un sinistre visage.

Cette révolte prend la forme du rejet de la mascarade de la présidentielle, expression d'une rupture avec leur système, d'une prise de conscience que la machine politique est destinée à nous assujettir aux projets et intérêts des classes dominantes, d'un rejet des institutions bourgeoises et de l'électoratisme, le chemin vers la prise en main de ses propres intérêts.

Loin de détourner de la politique, cette rupture est une réappropriation de la politique par ses acteurs mêmes qui veulent une véritable démocratie qui permette à la majorité d'imposer la satisfaction de ses exigences sociales et politiques, un gouvernement du monde du travail, des classes populaires qui ne craigne pas d'abolir les privilèges et les fortunes de l'oligarchie financière pour mettre en place une économie au service de toutes et tous, un monde fondé sur la coopération des peuples, la paix.

Yvan Lemaitre

NPA, LO, le mouvement révolutionnaire à l'issue du 1er tour de la présidentielle, une nouvelle page à écrire...

Depuis l'annonce du duel Macron-Le Pen, les esprits sont monopolisés, captés par ce deuxième tour pourri, prisonniers des débats entre droite extrême et extrême droite, entre fascisation et fascisme. Et cela d'autant que les scores du mouvement révolutionnaire sont faibles.

Cependant, ce premier tour est révélateur d'évolutions au sein du monde du travail et de la jeunesse qui créent une situation inédite et rouvre la discussion sur de nouvelles possibilités pour le mouvement révolutionnaire. Cela nous oblige à prendre la mesure des effets de la crise globale du capitalisme, des ruptures, de la révolte profonde qu'elle provoque. Répondre aux nouvelles questions posées implique de tourner la page de la période passée, d'en faire le bilan pour regarder vers l'avenir, dépasser nos contradictions et nos divisions.

Après 5 ans d'offensive antisociale et réactionnaire du gouvernement Macron, ce second tour intervient dans un contexte très différent de 2017... Un contexte marqué par l'accélération de la décomposition du capitalisme, par les résistances et les explosions de colère qu'elle a entraînées, comme celle des gilets jaunes, du mouvement social, du mouvement féministe ou de la jeunesse contre les violences policières, racistes et l'inaction climatique. Ces cinq années ont approfondi des ruptures dans une fraction de la population, et notamment dans la jeunesse, rupture avec le système et ceux qui le défendent, rupture avec le jeu de dupe des élections.

L'abstention qui a atteint plus de 26 %, plus qu'en 2017, est en partie le reflet du rejet de ce vieux monde et du cirque électoral, de la conscience que ce n'est pas là que se joue notre avenir.

Le premier tour a aussi amplifié le discrédit et l'effondrement des vieux partis gouvernementaux de la V^{ème} République qui, de la droite avec LR, à la gauche avec le PS, le PCF ou les Verts, ont tous participé à l'offensive des classes dominantes contre le monde du travail et la jeunesse.

Et, fait positif, avec près de 22 %, le score de Mélenchon est le reflet d'une mobilisation dans les banlieues ouvrières, dans les cités, au sein de la jeunesse à la recherche d'une perspective politique. Ce succès de la LFI, de la campagne de « *l'Union populaire* » porte, de fait, un nouveau même si Jean-Luc Mélenchon cherche à recycler les scories des vieux partis réformistes issus de l'histoire du mouvement ouvrier et si son programme est condamné à l'impuissance puisqu'il se refuse à remettre en cause le cadre institutionnel.

Ce mouvement de rupture se prolonge depuis le 1^{er} tour dans le refus du chantage au « *barrage républicain* », dans le refus même de ce deuxième tour réactionnaire, véritable déni démocratique, qui s'exprime dans les syndicats, sur les lieux de travail, dans la jeunesse... comme avec le mouvement des étudiants qui ont occupé la Sorbonne plusieurs jours avec comme mots d'ordre : « *Ni Macron ni Le Pen* », « *Plutôt gilet jaune que castor* ».

La révolte d'une fraction de la jeunesse témoigne d'une indépendance, d'une volonté de s'émanciper de ce jeu de dupe piégé que sont les élections et de faire gripper la machine électorale pour tenter de se faire entendre directement par les mobilisations. Les campagnes des révolutionnaires, celle du NPA comme celle de LO, n'ont pas réussi à exprimer cette révolte, ou du moins à formuler une perspective, un programme dans laquelle elle puisse se retrouver.

De l'affirmation anticapitaliste et révolutionnaire, à l'appel à une « gauche de combat », les ambiguïtés de la campagne de NPA

Les résultats des révolutionnaires, de notre camarade Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière, sont l'expression de la fraction la plus consciente du mouvement en cours, celle qui est convaincue que le changement ne pourra venir que de nous-mêmes, de nos luttes, pour en finir avec cette société. Bien des jeunes qui cherchaient à exprimer leur colère, leur révolte, qui étaient en recherche d'une perspective pour changer les choses, ont hésité entre le vote Poutou, Arthaud ou Mélenchon.

Ces hésitations sont à la fois le reflet de leur prise de conscience nouvelle, de leurs interrogations mais aussi du fait que Mélenchon a pu leur apparaître comme formulant un programme suffisamment crédible, même s'ils avaient bien des désaccords, pour exprimer leur révolte... en tout cas plus crédible, plus structuré que celui des révolutionnaires qui faisait l'impasse sur la question du pouvoir.

Les enjeux des semaines et des mois qui viennent sont d'aider les évolutions en cours, aider à formuler une réponse globale à cette faillite du capitalisme et aux menaces qu'elle fait peser sur l'ensemble des populations et sur l'environnement, une réponse qui ne peut qu'être hors du cadre institutionnel, une perspective révolutionnaire qui réponde à cet éveil des consciences. Car le mouvement n'est pas une simple mobilisation électorale éphémère mais une révolte profonde d'une fraction de la jeunesse contre un monde sans avenir.

Il faut l'aider à construire son propre avenir !

Cet avenir ne peut être un plan B pour ouvrir le débat « à gauche » pour reconstruire une gauche de « combat » autour d'un « programme commun d'urgence » ou autres formulations tel qu'y invitait Philippe Poutou mais bien un programme qui conteste celui de Mélenchon en liant la réalisation des exigences sociales, démocratiques, écologiques à l'intervention directe des classes exploitées pour imposer leur contrôle sur la marche de la société.

Faute de donner une crédibilité à cette perspective révolutionnaire en toute indépendance de la gauche en décomposition et des illusions institutionnelles auxquelles elle s'accroche, la campagne du NPA est restée dominée politiquement par celle de Mélenchon.

Pendant toute la campagne, l'orientation donnée par la direction du NPA n'a fait qu'accentuer les ambiguïtés entre cette perspective anticapitaliste, révolutionnaire que

portait de fait la candidature du NPA et la politique de recherche d'unité avec la gauche, qui même qualifiée de « radicale », « de combat », revient à se mettre à la remorque de la politique de LFI, contribuant à laisser le terrain au « vote utile ».

Cette pression au « vote utile » s'est exercée jusque dans nos propres rangs, où des camarades ont appelé publiquement à voter Mélenchon... comme une abdication de nous-mêmes et surtout un renoncement à s'adresser à cette partie de la jeunesse, venue de plus en plus nombreuse dans nos meetings, intéressée de découvrir les idées défendues par les révolutionnaires.

La campagne du NPA est ainsi restée suspendue entre deux orientations contradictoires, l'affirmation anticapitaliste, révolutionnaire et la recherche d'unité avec une gauche « radicale ».

Au lendemain du 1^{er} tour, l'ambiguïté ne fait que s'accroître avec les appels à la recherche d'une « union de la gauche », au nom du danger de l'extrême droite, de la lutte antifasciste ! Ces appels à l'union de la gauche sont autant d'impasses qui n'offrent d'autres perspectives que de retomber dans les mêmes vieilles illusions réformistes institutionnelles, comme celles qui se dessinent, avec les futures élections législatives, d'imposer une cohabitation de « gauche » à Macron.

Cela ne peut que nous paralyser en nous limitant à n'être que l'aile radicale « utile » des futures recompositions à gauche alors que la popularité que la campagne de Philippe a pu rencontrer dans la jeunesse devrait au contraire nous mettre en position de contester radicalement l'orientation politique de la LFI, pour disputer son influence sur le terrain des idées, du programme, de la lutte pour le pouvoir.

Avec la jeunesse, dépasser nos divisions pour répondre aux enjeux de la période

La campagne de Nathalie Arthaud s'est positionnée clairement en rupture avec la gauche institutionnelle, sur un terrain de classe, en affirmant le communisme comme seule perspective... mais comme une proclamation de principe, désincarnée, accusatrice et dénonciatrice. Pour LO, le parti comme le communisme deviennent une proclamation pour l'avenir, sans parvenir à prendre en compte ni les conditions et les enjeux de la nouvelle période ni la réalité du mouvement révolutionnaire tel qu'il existe aujourd'hui, 20 ans après ses scores de 10 % obtenus lors des élections de 2002.

Or tout l'enjeu de la période est bien là : prendre la mesure des bouleversements en cours comme faire son propre bilan, en dépassant les sectarismes et les divisions, tirer les leçons de son échec collectif à donner un prolongement à ses succès électoraux d'il y a 20 ans, ainsi qu'à porter une perspective révolutionnaire concrète, vivante et dynamique capable de regrouper au sein du monde du travail et de la jeunesse.

Les deux campagnes, celle de Nathalie comme celle de Philippe, sont ainsi restées marquées par la difficulté à

formuler à partir des conditions actuelles le lien entre un programme partant des besoins immédiats du monde du travail et de la jeunesse et une stratégie révolutionnaire dans la perspective de la conquête de la démocratie, du contrôle et de la prise en main collective de la marche de la société, la conquête du pouvoir.

S'approprier sa propre révolte, son propre combat, « *ni dieu, ni César, ni tribun !* »

Ces élections s'inscrivent dans un moment charnière de l'histoire, l'aboutissement de l'offensive des classes dominantes qui, à travers la lutte des classes, ont imposé leur mondialisation financière en exacerbant toutes les contradictions du mode de production capitaliste... réduisant à néant les illusions sur la possibilité de le réguler, de concilier marché, profit et démocratie, bien-être, santé.

Le monde est entré dans une phase d'instabilité, une guerre économique et sociale permanente et sans fin, marquée par la crise mondialisée du capitalisme ouverte en 2008-2009, comme par la vague des révolutions qui parties du monde arabe ont secoué le monde, marquée aussi par une accélération sans précédent de la crise climatique qui a révélé toute l'incurie des classes dominantes et des gouvernements et provoqué la révolte d'une large fraction de la jeunesse. Une instabilité qui nous a fait entrer dans l'ère des pandémies conséquences des ravages environnementaux de la mondialisation et maintenant dans une guerre dont personne n'est capable de prévoir l'enchaînement dramatique.

Aucun gouvernement ne pourra, dans le cadre des institutions bourgeoises, faire face aux conséquences de cette spirale mortifère dans laquelle le capitalisme en faillite nous entraîne. Quelle que soit l'issue du second tour, le nouveau ou la nouvelle président·e se pliera aux exigences des classes dominantes, des multinationales et de la finance et mènera l'offensive à leur service contre les classes populaires, accentuant pour cela les politiques sécuritaires

et entraînant une dégradation des conditions de vie des populations.

C'est une situation porteuse de dangers liés à la montée des forces réactionnaires mais aussi et surtout pour nous, de révoltes, d'explosions sociales à venir, de mobilisations de l'ensemble des exploité·e·s et des opprimé·e·s, et notamment de la jeunesse ici comme à travers le monde.

Et alors que, fort de son succès électoral du premier tour, l'« *Union populaire* » de Mélenchon va chercher à s'élargir non seulement à ce qui restera de l'effondrement des partis de gauche mais aussi jusqu'à nous pour capter cette révolte qui monte pour son propre compte, dans le cadre institutionnel, il est urgent et nécessaire d'œuvrer à l'union des anticapitalistes et révolutionnaires pour ouvrir d'autres perspectives et lui disputer l'influence dans les luttes à venir comme, demain, dans la lutte pour la conquête de la démocratie, le pouvoir des travailleurs et de la population.

Les manifestations du 1er mai ainsi que les législatives pourraient être des pas dans ce sens, à condition de rompre avec les vaines illusions de reconstruire une « *union de la gauche* » face au danger de l'extrême droite.

Au contraire, il nous faut mettre en œuvre et discuter une politique pour regrouper le plus largement au sein du monde du travail et de la jeunesse autour d'un programme et d'une stratégie révolutionnaires pour donner une perspective, hors du cadre institutionnel, à cette révolte que nourrissent les conséquences de la crise globale du capitalisme, une union anticapitaliste et révolutionnaire.

La jeunesse n'a pas d'autre choix que de construire l'avenir du monde pour construire son propre avenir en redonnant confiance et conscience aux plus anciennes générations souvent trahies, déçues. Elle est la nouvelle jeunesse des idées du socialisme et du communisme, le nouveau visage de la démocratie et de la révolution.

Bruno Bajou